

Etablissement Français du Sang

**Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés**

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

PricewaterhouseCoopers Audit
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles
et du Centre
63, rue de Villiers
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex

KPMG SA
Commissaire aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles
et du Centre
Tour Eqho – 2, avenue Gambetta
92066 Paris-La Défense Cedex

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

(Exercice clos le 31 décembre 2024)

Aux Autorités de Tutelle
Etablissement Français du Sang
20, avenue du Stade de France
93210 Saint-Denis

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le Conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de l'Etablissement Français du Sang relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes 2.1 « Changement de méthode comptable » et 4.1 « Règles générales d'établissement et de présentation des comptes » de l'annexe aux comptes consolidés qui exposent le changement de méthode comptable relatif à la présentation des financements de l'actif par des tiers, résultant de la première application de l'Instruction BOFIP-GCP-24-0013 relative à l'élaboration des comptes consolidés par les organismes publics.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion de l'Ordonnateur.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de l'Ordonnateur, de l'Agent comptable et des personnes constituant la gouvernance relatives aux comptes consolidés

Il appartient à l'Agent comptable, en relation avec l'Ordonnateur, d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français applicables aux établissements publics nationaux, ainsi qu'à l'Ordonnateur et l'Agent comptable de mettre en place les dispositifs de contrôle interne qu'ils estiment nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à l'Ordonnateur d'évaluer la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation, et à l'Agent Comptable de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'établissement ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par l'Ordonnateur et l'Agent comptable.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre établissement.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'établissement à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 17 mars 2025

Les commissaires aux comptes

KPMG SA

PricewaterhouseCoopers Audit

 ROMAIN MERCIER

Romain Mercier
Associé

 Florence Pestie

Florence Pestie
Associée



ETABLISSEMENT FRANÇAIS DU SANG

20, Avenue du Stade de France, 93218 La Plaine Saint Denis

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

AU 31 DECEMBRE 2024

Sommaire

BILAN	4
COMPTE DE RESULTAT	5
TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE.....	6
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE.....	7
ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES	8
1. Description synthétique du Groupe.....	8
2. Faits caractéristiques de l'exercice	8
2.1 Changement de méthode comptable.....	8
3 Organigramme et périmètre du groupe	16
3.1 Organigramme du groupe au 31 décembre 2024	16
3.2 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024	16
4 Principes et méthodes comptables	16
4.1 Règles générales d'établissement et de présentation des comptes.....	16
4.2 Principes de consolidation	17
4.3 Conversion monétaire.....	17
4.4 Opérations diverses	17
4.5 Frais de recherche et de développement et crédit d'impôt correspondant.....	18
4.6 Ecart d'acquisition	18
4.7 Immobilisations incorporelles.....	19
4.8 Immobilisations corporelles.....	19
4.9 Bien acquis par un crédit-bail.....	19
4.10 Dépréciation des actifs immobilisés	20
4.11 Immobilisations financières.....	20
4.12 Stocks et encours.....	20
4.13 Créances.....	21
4.14 Trésorerie active.....	21
4.15 Provisions pour risques et charges	21
4.16 Retraites et autres engagements vis-à-vis du personnel.....	21
4.17 Passifs éventuels	22
4.18 Intéressement et plan d'épargne salariale.....	22
4.19 Impôts sur les sociétés et impôts différés.....	23
5 Notes sur le Bilan	24
5.1 Ecart d'acquisition	24
5.2 Immobilisations incorporelles et corporelles	26

5.3	Immobilisations financières	28
5.4	Stocks et en-cours	28
5.5	Créances clients et autres créances.....	30
5.6	Trésorerie	31
5.7	Provisions pour risques et charges	31
5.8	Emprunts et dettes financières	31
5.9	Autres passifs à court terme	32
6	NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT	33
6.1	Chiffre d'affaires	33
6.2	Autres produits d'exploitation	33
6.3	Reprises sur dépréciations et provisions et transferts de charges	34
6.4	Charges de personnel.....	34
6.5	Autres charges d'exploitation	34
6.6	Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	34
6.7	Résultat d'exploitation.....	35
6.8	Résultat financier	35
6.9	Impôts sur les bénéfices.....	35
6.10	Résultat net consolidé.....	36
7.1	Engagements hors bilan	36

ETATS DE SYNTHESE

BILAN

Actif en EUR	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations incorporelles	14 794 200	13 676 697
<i>Dont Ecart d'acquisition</i>		
Immobilisations corporelles	262 740 263	265 011 199
Immobilisations financières	26 589 476	25 469 052
Titres mis en équivalence		
Actif immobilisé	304 123 939	304 156 948
Stocks et en-cours	87 305 772	83 918 435
Clients et comptes rattachés	221 288 966	203 950 838
Actifs d'impôts différés	651 884	565 916
Autres créances	30 141 416	32 470 115
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités	31 763 269	15 739 262
Comptes de régularisation	6 945 894	6 390 717
Actif circulant	378 097 201	343 035 283
Total Actif	682 221 140	647 192 231
Passif	31/12/2024	31/12/2023
Financements reçus de l'Etat	55 457 007	55 748 271
Réserves consolidées	207 003 359	213 486 305
Résultat consolidé	10 868 593	-6 432 464
Financements de l'actif par des tiers	10 199 326	
Autres		
Fonds propres - Part du groupe	283 528 285	262 802 112
Intérêts minoritaires	3 780 190	3 702 852
Provisions	160 966 659	157 676 701
Avances conditionnées	644 494	950 490
Emprunts et dettes financières	40 794 236	23 846 025
Fournisseurs et comptes rattachés	107 759 473	114 470 054
Dettes fiscales et sociales	48 950 033	47 867 883
Dettes sur immobilisations	19 677 135	18 970 184
Autres dettes	3 704 673	1 227 945
Comptes de régularisation	12 415 962	15 677 985
Dettes circulantes	192 507 276	198 214 051
Total Passif	682 221 140	647 192 231

COMPTE DE RESULTAT

En EUR	31/12/2024	31/12/2023
Subventions de fonctionnement en provenance de l'Etat et autres entités publiques	105 040 006	59 285 327
Dons et legs	33 474	188 469
Produits sans contrepartie directe	105 073 480	59 473 796
Chiffre d'affaires	931 138 033	928 082 399
Autres produits d'exploitation	16 393 575	19 541 934
Produits avec contrepartie directe	947 531 608	947 624 333
Reprises sur dépréciations et provisions et transferts de charges	139 232 968	153 597 864
Reprises du financement rattaché à un actif	1 759 873	2 060 655
Produits d'exploitation	1 193 597 929	1 162 756 648
Achats consommés	197 010 987	186 205 873
Autres charges externes	257 227 252	260 791 059
Charges de personnel	515 692 400	502 439 253
Autres charges d'exploitations	6 406 487	16 628 237
Impôts et taxes	20 295 940	18 274 281
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	187 840 469	186 971 886
Charges de fonctionnement	1 184 473 535	1 171 310 589
Charges d'intervention		
Charges d'exploitation	1 184 473 535	1 171 310 589
Résultat d'exploitation avant dotations aux dépréciations de l'écart d'acquisition	9 124 394	-8 553 941
Dotation aux dépréciations des écarts d'acquisitions		
Résultat d'exploitation après dotations aux dépréciations de l'écart d'acquisition	9 124 394	-8 553 941
Résultat financier	-89 408	241 330
Impôts sur les résultats	-1 696 073	-2 491 730
Résultat net des entités intégrées	10 731 059	-5 820 881
Quote-part dans les résultats des entités mis en équivalence		
Résultat net d'ensemble consolidé	10 731 059	-5 820 881
Intérêts minoritaires	-137 534	611 583
Résultat net (Part du groupe)	10 868 593	-6 432 464

TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

En EUR	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net consolidé	10 731 059	-5 820 881
Amortissements et provisions	48 866 879	40 650 104
Variation des impôts différés	-85 968	-387 402
Plus-values de cession, nettes d'impôt	622 977	-3 398 252
Marge brute d'autofinancement des entités intégrées	60 134 947	31 043 569
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-14 636 430	-23 930 507
Flux net de trésorerie généré par l'activité	45 498 517	7 113 062
Acquisition d'immobilisations	-47 331 961	-44 751 375
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	112 150	6 572 404
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-47 219 811	-38 178 971
Financement reçus de tiers	1 103 086	2 105 132
Emissions d'emprunts	20 143 325	5 574 548
Remboursements d'emprunts	-3 502 956	-3 379 432
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	17 743 455	4 300 248
Incidence des variations de cours des devises		
Variations de trésorerie	16 022 161	-26 765 661
Trésorerie d'ouverture	15 734 441	42 500 102
Trésorerie de clôture	31 756 602	15 734 441

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDE

En EUR	Financements reçus de l'Etat	Réserves	Résultats	Financements de l'actif par des tiers	Autres	Total part groupe	Intérêts minoritaires
Capitaux propres N-2	53 357 156	263 370 663	-48 252 332		-94 419	268 381 068	3 076 750
Correction des A nouveaux							
Affectation en réserves		-48 252 332	48 252 332				
Distributions de dividendes							
Variation de capital							
Résultat N-1			-6 432 464			-6 432 464	611 583
Variations des écarts de conversion					65 328	65 328	14 518
Incidence des réévaluations							
Entrée de périmètre							
Sortie de périmètre							
Changement de méthode							
Autres variations		788 180				788 180	1
Capitaux propres N-1	53 357 156	215 906 511	-6 432 464		-29 091	262 802 112	3 702 852
Correction des A nouveaux							
Affectation en réserves		-6 432 464	6 432 464				
Distributions de dividendes							
Variation de capital							
Résultat N			10 868 593			10 868 593	-137 534
Variations des écarts de conversion					-50 485	-50 485	-11 219
Incidence des réévaluations							
Entrée de périmètre							
Sortie de périmètre							
Changement de méthode	2 099 851	-2 099 851		10 643 911		10 643 911	147 032
Financements reçus d'autres entités				1 019 695		1 019 695	83 391
Reprise au résultat des financements reçus				-1 755 545		-1 755 545	-4 328
Autres variations		-291 261		291 265		4	-4
Capitaux propres N	55 457 007	207 082 935	10 868 593	10 199 326	-79 576	283 528 285	3 780 190

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS

1. Description synthétique du Groupe

L'Etablissement Français du Sang (EFS) est un établissement public de l'Etat et opérateur unique de la transfusion sanguine en France. Il détenait la totalité des actions composant le capital de Diagast SAS à la date de la première consolidation du Groupe. Suite à l'ouverture du capital de Diagast en 2017, l'EFS est détenteur de 81.8 % des actions de cette entité.

Diagast SAS est spécialisée dans la production et la commercialisation d'automates et de réactifs. Elle est un fournisseur de l'EFS.

2. Faits caractéristiques de l'exercice

2.1 Changement de méthode comptable

A partir de l'exercice 2024, en application du changement de réglementation comptable relative aux comptes consolidés des établissements publics, les financements de l'actif par des tiers (antérieurement appelés « subventions d'investissement ») sont présentés dans les capitaux propres. Dans les comptes consolidés établis pour les exercices antérieurs jusqu'en 2023, les subventions d'investissement étaient présentées en produits constatés d'avance (comptes de régularisation passifs). L'impact de ce changement de classement figure sur la ligne « changement de méthode » du tableau de variation des capitaux propres (voir ci-avant).

2.2 Situation financière de l'EFS et perspectives

Pour mémoire, l'activité de l'EFS a connu une baisse significative en 2024 concernant à la fois les cessions de produits sanguins labiles et les cessions de plasma pour fractionnement.

La décision d'une dépréciation éventuelle des actifs de production, à ce titre, n'a pas été retenue en 2024 dans la mesure où la persistance de cette situation n'était pas avérée.

En 2024, l'EFS a obtenu le soutien de ses tutelles par l'attribution d'une subvention pérenne pour soutenir son activité.

Cette subvention a atteint 100 M€ pour l'exercice 2024 (elle s'était élevée à 54,7 M€ en 2023).

2.3 Contrôles externes des comptes

L'EFS n'a fait l'objet d'aucun contrôle de la Cour des Comptes en 2024, ni d'aucune notification d'ouverture d'un nouveau contrôle.

Le dernier contrôle de la Cour des Comptes portait sur les années 2009 à 2017. Le jugement de la Cour est intervenu en janvier 2021 et est désormais clos.

Aucun contrôle fiscal ou URSSAF n'a été initié au cours de l'année.

2.4 Immobilisations

2.4.1 Biens mis à disposition de l'EFS

La DGFIP a demandé aux Etablissements publics nationaux de comptabiliser à leur actif l'intégralité des biens immobiliers considérés comme contrôlés par les établissements (instruction DGFIP n°2012/11/6584 du 18 décembre 2012).

Des discussions avec le Ministère de l'Economie et des Finances, il a résulté que le contrôle par l'EFS des biens mis à disposition (MAD) est considéré acquis lorsque, pour un bien, les conditions suivantes sont cumulativement réunies :

- le loyer, net des remises significatives sur le chiffre d'affaires, est inférieur à 50 % de la valeur de marché moyenne, estimée à 70 €/m² (incluant de fait l'absence totale de loyer) ;
- l'EFS assure le financement des gros travaux normalement imputables au propriétaire.

L'intégration au bilan des biens mis à disposition de l'EFS s'est achevée en 2015 et fait l'objet de mises à jour régulières en fonction de l'occupation de nouveaux locaux ou au contraire de l'abandon par l'EFS de ces entités.

Pour 2024, aucun mouvement d'entrée ou de sortie n'a été enregistré pour ces biens.

Au 31 décembre 2024 figurent au bilan 24 biens mis à disposition et contrôlés pour un montant en valeur brute de 19,8 M€ dont 17,3 M€ pour les bâtiments et 2,5 M€ pour les terrains, en contrepartie d'un financement externe de l'actif (sans changement par rapport à l'année précédente).

Ces biens font l'objet d'un amortissement conforme aux pratiques habituelles de l'EFS (méthode des composants). Les financements externes de l'actif comptabilisés en contrepartie sont repris en résultat au même rythme, annulant tout impact sur le compte de résultat à ce titre.

2.4.2 Dépréciations d'immobilisations

Provision pour risque de délocalisation

Dans le cadre de la gestion de son parc immobilier et de l'optimisation de ses implantations sur l'ensemble du territoire, l'EFS réalise chaque année auprès des ETS en régions une enquête qui permet d'actualiser le risque de devoir quitter certains sites dans les 3 années à venir.

La valeur nette comptable des agencements immobiliers concernés fait l'objet d'une dépréciation mise à jour chaque année.

Au 31 décembre 2024, la dépréciation totale pour ces agencements s'élève à 1,3 M€, sans évolution significative par rapport à l'année précédente.

2.4.3 Principaux travaux immobiliers

Compte tenu des mises en service de locaux effectuées dans le courant de l'année 2024, les travaux immobiliers en cours au 31 décembre 2024 sont en augmentation de +2,3 M€ par rapport à 2023 et s'élèvent à 12,8 M€.

Les principaux travaux immobiliers en cours sont :

- Réhabilitation du site de Nice Pasteur (Provence Alpes Côte d'azur Corse) : 2,3 M€
- Plateau technique de Loos-lez-Lille (Hauts de France Normandie) : 3 M€
- Réhabilitation du laboratoire AICT de Besançon (Bourgogne Franche Comté) : 1,5 M€
- Sécurisation des installations de l'ABG (Centre Pays de Loire) : 1,2 M€

En lien avec ces programmes de travaux, des mises en service de travaux immobiliers terminés ont été comptabilisées en 2024, principalement :

- Maison du Don Zola Paris (Ile de France) : 1,9 M€
- Rénovation des locaux de Bordeaux Pellegrin (Nouvelle Aquitaine) : 1,3 M€
- Rénovation du site de Lyon La Part-Dieu (Auvergne Rhône Alpes) : 1,1 M€

2.4.4 Participations financières

En 2017, une augmentation de capital de Diagast a été réalisée avec l'entrée, à hauteur de 18,2 %, des groupes régionaux d'investissement GEI et IRD comme actionnaires minoritaires aux côtés de l'EFS.

La valorisation à l'actif des actions de l'EFS reste inchangée en 2024 pour un montant de 3,9 M€.

2.5 Provisions pour risques et charges et dépréciations de l'actif

2.5.1 Construction Nancy Lobau et dossier CHU de Nancy

La mise en service de l'immeuble du site de Nancy-Lobau a été prononcée en date du 18 janvier 2015 après de nombreux aléas intervenus au cours de la période de construction prolongeant la durée des travaux au-delà des estimations initiales.

Une réclamation a été présentée par l'entreprise générale de travaux publics Halle, pour un montant de 6.M€ HT.

Cette demande a été refusée par l'EFS car jugée contractuellement non fondée. L'entreprise a porté le contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy. La note d'avocat conclut à l'absence de démonstration de faute de l'EFS. Les préjudices éventuels que l'EFS auraient à connaître du fait de ces déboires de construction seraient à la charge de l'entreprise Halle. Aucune provision n'est constituée à ce titre.

Par ailleurs, le CHU de Nancy estimant avoir subi un préjudice du fait du retard pris pour la relocalisation des activités de l'EFS (à Lobau) a émis à l'encontre de l'EFS une réclamation indemnitaire de 908 082 € que l'Etablissement a rejetée.

Le CHU de Nancy a sollicité auprès du ministère du budget l'engagement d'une procédure de mandatement d'office. Le 12 février 2020, l'Etat a rejeté cette demande au motif que la créance était trop incertaine pour donner lieu à une telle procédure.

Le CHU de Nancy a saisi le Tribunal Administratif de Nancy par requête enregistrée le 17 juin 2020 en mettant en cause l'Etat pour cette décision. Le TA de Nancy a renvoyé la requête devant le Tribunal Administratif de Paris par ordonnance du 27/09/2021.

A ce stade, le dossier a évolué avec une mise en cause directe de l'EFS devant le Tribunal Administratif de Paris. L'affaire n'a toutefois fait l'objet d'aucun jugement en 2024.

Une provision pour risque avait été constituée à hauteur de 908 K€ à ce titre en 2021 et demeure inchangée.

2.5.2 Affaire Mérel

Pour rappel, les époux Mérel ont détourné des fonds à hauteur de 8,5 M€, dont 5,3 M€ sous période EFS. L'assurance Chubb a indemnisé l'EFS à hauteur de 3 M€.

Les époux Mérel ont été condamnés en audiences correctionnelles des 23 et 25 octobre 2013 à des peines de prison, maintenant terminées, et au remboursement de la somme détournée de 8,5 M€ ainsi qu'au paiement de 0,1 M€ pour préjudice moral.

Les sommes perçues par l'EFS sur la réalisation d'actifs des époux Mérel jusqu'en 2015 puis au titre de versements du pécule du prisonnier se sont élevées à 1,5 M€. Depuis 2019, des saisies sur les retraites des époux sont pratiquées chaque mois.

Au total, les époux Mérel restent redevables de 6,9 M€ auprès de l'EFS. Cette créance est totalement provisionnée.

Toutes les actions en recouvrement possibles se poursuivent de manière à réduire cette créance, conformément aux possibilités offertes par les voies d'exécution légales.

2.5.3 Service à Comptabilité Distincte (SACD) - contentieux transfusionnels

- Contentieux organismes Tiers Payeurs

L'article 67 de la loi du 17 décembre 2008 de financement de la sécurité sociale pour 2009 a confié à l'ONIAM un dispositif de règlement amiable des dommages imputables à des contaminations par le virus de l'hépatite C d'origine transfusionnelle. A également été prévue la substitution de l'ONIAM à l'EFS dans le cadre des contentieux en cours concernant les demandes d'indemnisation introduites par les victimes auprès des anciens centres de transfusion sanguine (CTS) ou directement auprès de l'EFS depuis 2000.

Par ailleurs, afin de continuer à bénéficier de garanties assurantielles et de ne pas laisser l'entier financement à la CNAMTS, l'article 72 de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2014 avait ouvert la possibilité d'une action directe de l'ONIAM contre les assureurs des anciens CTS ainsi qu'une action des tiers payeurs, notamment des CPAM, contre l'EFS.

En vue de simplifier la gestion des dossiers réclamés par les CPAM à l'EFS, la loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2021, dans son article 39, a ouvert aux CPAM la possibilité d'une action directe contre les assureurs de l'EFS lorsque leurs assurés ont été victimes de contaminations transfusionnelles.

La mise en oeuvre de cette mesure a fait l'objet de diverses réunions de cadrage courant 2021 ayant permis d'aboutir aux décisions suivantes :

1. pour les demandes amiables déjà adressées par les Caisses à l'EFS, l'EFS n'y donne plus suite et les Caisses n'initient aucun nouveau recours contre l'EFS ;
2. pour les contentieux judiciairisés en première instance, les Caisses procéderont à un désistement d'instance au fur et à mesure des instances ;
3. pour les contentieux en appel, poursuite des instances initiées par l'EFS lorsqu'il a été condamné en première instance ;
4. concernant les actions initiées par les Caisses après défaite en première instance, gestion au cas par cas des éventuels désistements d'instance.

Ainsi, l'EFS ne reçoit plus de demandes amiables de la part des Caisses. Toutes les provisions antérieurement constituées à ce titre ont été reprises en 2021.

Concernant les points 2 à 4, les audiences se déroulent en fonction des calendriers des différents tribunaux. Les provisions sont donc adaptées au fur et à mesure des décisions de justice. Le montant de ces provisions au 31 décembre 2024 s'élève à 1,06 M€.

Par ailleurs, les provisions constatées pour couvrir le risque de paiement des frais futurs dans les dossiers pour lesquels l'EFS a déjà été condamné de manière définitive sont maintenues pour couvrir ces frais évalués à 1,12 M€.

- Autres contentieux transfusionnels hors du champ de l'ONIAM

Certains dossiers de contentieux transfusionnels se rapportant à des cas particuliers de victimes n'entrant pas dans le champ des prises en charge de l'ONIAM sont directement gérés par l'EFS.

Deux dossiers sont toujours en cours au stade judiciaire de l'appel. Un jugement favorable à l'EFS est intervenu en 2024, et une reprise de provision a donc été comptabilisée à hauteur de 0,6 M€ ramenant la provision globale pour ces 2 affaires à 0,4 M€ au 31 décembre 2024.

2.5.4 Provision pour risques et charges fiscaux

- Provision pour TVA à régulariser sur les immobilisations

Suite aux dispositions fiscales relatives à l'exonération de TVA de l'ensemble des produits sanguins à usage thérapeutique à compter du 1er janvier 2019, liées à la transposition dans la réglementation fiscale française d'une décision communautaire (Cour de Justice de l'Union Européenne du 5 octobre 2016), le coefficient d'assujettissement à la TVA de l'EFS a fortement baissé en 2019 puisqu'une grande partie de ses activités est désormais exonérée de TVA.

En conséquence, le coefficient général de récupération de TVA sur les dépenses est passé de 84 % en 2018 à 14 % en 2019.

Un reversement de la TVA initialement déduite sur les immobilisations par 1/5ème (biens meubles) ou 1/20ème (immeubles) sur la période restant à courir doit être effectué. Cette régularisation est intervenue à compter de l'exercice 2019 et consiste à reverser chaque année pendant 5 ans pour les biens meubles et pendant 20 ans pour les immeubles, le montant de TVA antérieurement déduite sur les immobilisations concernées.

Une provision intégrant la totalité des conséquences de cette mesure avait été constituée en 2019 à hauteur de 23 M€. Elle est partiellement reprise chaque année en fonction des reversements pris en compte.

Pour 2024 : la reprise de provision à ce titre s'est élevée à 1,4 M€ ramenant le solde de la provision pour les années à venir à un total de 9,3 M€.

- Réponse de l'administration fiscale au rescrit « calcul du prorata de TVA »

Une nouvelle méthode de calcul du prorata de TVA récupérable a été envisagée. Ce nouveau calcul, plus avantageux pour l'EFS, a fait l'objet d'un rescrit adressé à l'Administration Fiscale le 19 décembre 2022. La réponse au rescrit a été reçue, datée du 15 février 2024.

Dans sa réponse, l'Administration valide les demandes que l'EFS avait formulées et les techniques comptables de détermination du prorata proposées, ce qui permet à l'Etablissement de bénéficier d'un calcul de prorata de TVA récupérable qui lui est plus favorable.

En 2023, le prorata global de récupération de TVA est ainsi passé de 14 % à 18 %.

Pour l'exercice 2024, le calcul effectué permet de constater une stabilisation de ce taux à hauteur de 18%

- Provision pour risque de reversement d'indu de TVA aux clients

A l'occasion de la modification du régime de TVA des produits sanguins intervenue en 2019 suite à la transposition dans la réglementation fiscale française d'une décision communautaire (Cour de Justice de l'Union Européenne du 5 octobre 2016), certains clients avaient sollicité le remboursement de la TVA facturée par l'EFS au cours des 3 années précédant la décision de la CJUE.

Les tribunaux français saisis de ces demandes les avaient rejetées jusqu'en 2022, estimant que l'EFS n'intervenait que comme intermédiaire pour le compte de l'Etat dans le cadre de la TVA collectée.

En septembre 2022, la Cour Administrative d'Appel de Marseille en a jugé différemment, estimant que l'EFS se devait de restituer aux demandeurs une somme indûment perçue correspondant au montant de la TVA encaissée. L'EFS a décidé de se pourvoir en Cassation contre ces arrêts devant le Conseil d'Etat.

Par un arrêt du 23 novembre 2023, le Conseil d'Etat a rejeté le pourvoi et condamné l'EFS à restituer les sommes réclamées par les établissements de santé requérants.

Les encours judiciairisés concernés s'élevaient à 1,1 M€ et avaient fait l'objet d'une provision pour risque en 2022. Les mises en paiement effectives ont débuté dans le courant de l'année 2024 pour un montant de 1,1 M€. La provision a été réduite à due concurrence des montants payés. Ces versements sont sans impact sur les résultats compte tenu de la provision existante.

2.5.5 Provisions relatives aux relations contractuelles

- Provisions pour demandes d'indemnités d'imprévision sur les marchés publics

Dans le contexte de la flambée mondiale des cours de l'énergie et des matières premières, certains fournisseurs titulaires de marchés publics avec l'EFS, ont sollicité la prise en compte de leurs difficultés financières imprévisibles et demandé, conformément à la circulaire du Premier Ministre du 30 mars 2022, que leurs soient accordées des indemnités d'imprévision.

Des négociations ont été ouvertes avec certains fournisseurs afin d'étudier les justifications comptables de leurs demandes et les réduire autant que possible.

Au total, une provision de 1,2 M€ avait été constituée à ce titre pour 2022. Au cours de l'exercice 2024, les négociations se sont poursuivies pour aboutir au final à un accord sur une indemnité de 1,7 M€ à verser en 2025.

La provision a été réajustée en ce sens.

- Litige contractuel avec un client

Divers manquements contractuels sont reprochés à l'EFS par une société cliente, dans le cadre d'un contrat de partenariat confiant à l'EFS une mission de développement d'un médicament de thérapie innovante (MTI) expérimental.

La société cliente a assigné l'EFS devant le Tribunal Judiciaire de Grenoble le 24 novembre 2023.

A ce stade et sur avis de l'avocat en charge du dossier, il peut être envisagé un risque de condamnation pécuniaire limité à 0,5 M€ (risque correspondant à la demande du client au titre de sommes inutilement versées par lui à des tiers dans le cadre du projet, exclusion faite en l'état actuel de la demande, de dommages et intérêts complémentaires évalués par le demandeur à 12 millions d'euros).

Ce dossier n'a pas connu de nouveau développement en 2024.

2.5.6 Stocks de sang placentaire

Le coût unitaire retenu pour la valorisation des unités de sang placentaire (USP) a été revu en 2016 de manière à exclure les coûts de sous-activité liés aux banques passives qui ne réalisent que du stockage.

Les points suivants ont été retenus :

- non prise en compte des coûts d'exploitation des banques passives dans le calcul du coût de revient ;
- intégration de la facturation aux maternités des consommables fournis par l'EFS utilisés lors des prélèvements ;
- intégration des éventuelles subventions d'exploitation reçues au titre de l'activité de production.

Avec cette méthode inchangée depuis 2016, on obtient un coût de revient par USP de 4 178 € pour 2024 contre 4 654 € pour 2023, soit une diminution de -10,2%.

Le nombre de greffons stockés a augmenté passant à 59 593 USP à fin 2024, contre 59 393 USP à fin 2023.

Le taux de rotation se stabilise à 0,14% en 2024.

Compte tenu du niveau très bas du taux de rotation de ces produits, il a été décidé de constater une provision pour dépréciation à hauteur de 100 % de la valeur du stock.

Au total, la provision passe de 66,5 M€ en 2023 à 67,4 M€ en 2024, soit une augmentation de 0,9 M€.

2.5.7 Provisions relatives à un risque social

La loi n° 2024-364 du 22 avril 2024 portant diverses dispositions d'adaptation au droit de l'UE est venue modifier le code du travail. La conséquence est l'acquisition de congés pendant l'arrêt pour maladie non professionnelle.

La période de suspension du contrat de travail pour cause d'arrêt de travail lié à un accident ou une maladie n'ayant pas de caractère professionnel est dorénavant assimilée à du travail effectif pour la détermination de la durée du congé, à hauteur de deux jours ouvrables par mois et dans la limite d'une attribution à ce titre, de 24 jours ouvrables (20 jours ouvrés) par période de référence pour l'acquisition des congés (année civile à l'EFS).

Cette loi a également instauré le bénéfice d'une période de report d'une durée de 15 mois en cas d'impossibilité de prendre des congés payés pour cause de maladie ou d'accident. Le point de départ de ce délai est fixé à la date de la délivrance d'une information sur les congés acquis et leur durée de prise, dans le mois de la reprise du travail suite à un arrêt maladie. Pour les arrêts longs (couvrant toute la période d'acquisition), le point de départ est fixé au terme de cette période.

Les paramétrages de paie ont été adaptés pour prendre en compte ces mesures dès 2024.

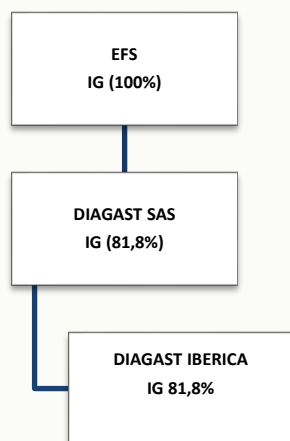
Les régularisations antérieures à 2024 ne sont cependant pas automatiques. Elles ne sont réalisées qu'à la suite des demandes écrites et étayées des salariés. Elles peuvent être formulées par des salariés sortis ou des salariés toujours présents

L'EFS a mis en place un tableau nominatif par salarié afin de suivre et valoriser au taux réel de chacun, le nombre de jours de congés qui seront susceptibles d'être indemnisés, en tenant compte des prescriptions et limitations prévues par la loi.

Au total, une provision de 2,8 M€ a ainsi été constituée pour couvrir ce risque.

3 Organigramme et périmètre du groupe

3.1 Organigramme du groupe au 31 décembre 2024



3.2 Périmètre de consolidation au 31 décembre 2024

Le Groupe est composé de l'EFS et du sous-groupe DIAGAST qui comprend la société française DIAGAST (SAS) incluant son établissement situé en Inde et sa filiale Diagast Iberica en Espagne.

Unités	Adresses	31/12/2024			31/12/2023		
		Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode de conso.	Taux d'intérêt	Taux de contrôle	Méthode de conso.
Etablissement Français du Sang	20, Avenue du Stade de France , 93218 La Plaine Saint Denis	100,00 %	100,00 %	IG	100,00 %	100,00 %	IG
DIAGAST	0251 Avenue Eugène Avinée, Parc Eurasanté LOOS 59120	81,82 %	81,82 %	IG	81,82 %	81,82 %	IG
DIAGAST IBERICA	Ca lle SOBERANIA 2, GALAPAGAR (MADRID)	81,82 %	100,00 %	IG	81,82 %	100,00 %	IG

IG: intégration globale

4 Principes et méthodes comptables

4.1 Règles générales d'établissement et de présentation des comptes

Les comptes consolidés du Groupe EFS ont été arrêtés selon les obligations des établissements publics de l'Etat résultant de la combinaison des articles 135 et 136 de la loi n° 2003-706 du 1er août 2003 de sécurité financière.

- Les comptes consolidés du Groupe EFS au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2024 sont établis conformément aux dispositions de l'Instruction BOFIP-GCP-24-0013 relative à l'élaboration des comptes consolidés par les organismes publics, obligatoire pour les établissements publics à partir de 2024.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables ;
- indépendance des exercices ;

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes consolidés.

4.2 Principes de consolidation

Les comptes de ces sociétés, placées directement ou indirectement sous le contrôle exclusif du groupe EFS, sont consolidés par la méthode de l'intégration globale.

Toutes les sociétés consolidées par le Groupe établissent une clôture annuelle au 31 décembre.

Toutes les transactions et tous les soldes intragroupes significatifs entre les sociétés appartenant au Groupe sont éliminés.

4.3 Conversion monétaire

Les états financiers de l'établissement DIAGAST situé en Inde sont convertis en euros par application de la méthode suivante :

- les postes de bilan, hormis les capitaux propres, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes ;
- les capitaux propres sont maintenus au cours historiques ;
- les postes du compte de résultat sont convertis au cours moyen de change de l'exercice.

Les différences de conversion sont portées à la rubrique « écarts de conversion » dans les capitaux propres du groupe.

4.4 Opérations diverses

Les ventes ainsi que les achats en devises étrangères sont comptabilisées au cours en vigueur à la date d'émission de la facture et de comptabilisation du chiffre d'affaires, ou au cours de couverture dans le cas où la Société a contracté un instrument qui fige le cours de la devise à l'échéance.

Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours du dernier jour de l'exercice. Les pertes et gains de change latents sur soldes monétaires en devises ne faisant pas l'objet de couverture et la différence éventuelle entre le montant valorisé au cours de couverture et le montant enregistré initialement au cours du jour de l'opération est constatée en résultat financier.

4.5 Frais de recherche et de développement et crédit d'impôt correspondant

Les frais de recherche et développement composés essentiellement de dépenses de personnel, d'achats de consommables, de travaux et études sous-traités et de charges d'amortissement d'immobilisation sont enregistrés en charges de l'exercice au cours duquel ils sont engagés.

Ces frais ouvrent droit en France, sous certaines conditions, à un crédit d'impôt enregistré à la clôture de l'exercice. Lorsqu'il n'a pu être utilisé pour compenser un impôt dû, le crédit d'impôt fait l'objet d'un remboursement au terme d'un délai de trois ans qui suit sa constatation.

4.6 Ecart d'acquisition

Toutes les prises de contrôle exclusif doivent être comptabilisées selon la méthode générale de la juste valeur. Selon cette méthode, le coût d'acquisition des titres et les actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition sont évalués à la juste valeur et l'écart d'acquisition positif qui en résulte est comptabilisé à l'actif du bilan.

Coût d'acquisition

Le coût d'acquisition des titres est égal au montant de la rémunération remise au vendeur par l'acquéreur majoré de tous les autres coûts directement imputables à l'acquisition en nets d'impôts.

Lorsque la convention d'acquisition prévoit un ajustement de prix d'acquisition dépendant d'un ou plusieurs événements, le montant de la correction doit être inclus dans le coût d'acquisition à la date d'acquisition si cet ajustement est probable et si le montant peut être mesuré de façon fiable.

L'écart d'acquisition positif est inscrit à l'actif immobilisé et amorti sur une durée qui doit refléter, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition.

Les écarts d'acquisition sont amortis de façon linéaire sur une durée de 5 ans.

Actifs et passifs identifiables

Les actifs et passifs identifiables de l'entreprise acquise, y compris les éléments incorporels, sont des éléments susceptibles d'être évalués séparément dans des conditions permettant un suivi de leur valeur. Pour les actifs incorporels, tel peut-être notamment le cas des brevets, marques et relations contractuelles avec les clients.

Un actif incorporel est reconnu et inscrit séparément au bilan consolidé dès lors qu'il répond aux conditions de définition et de comptabilisation du règlement n°2020-01. Son évaluation doit être faite selon des critères objectifs et pertinents, essentiellement fondés sur sa valeur de marché s'il en existe une ou sur les avantages économiques futurs qu'il permettra de dégager.

4.7 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Toutes les immobilisations incorporelles ont une durée de vie définie et sont amorties sur la base de leur durée d'utilité estimée, selon le mode linéaire et sur les bases suivantes :

Immobilisations	Durée d'amortissement
Concessions, brevets	1 à 5 ans
Fonds commercial	Droit d'occupation non amortissable

Dans le compte de résultat, les charges d'amortissement des immobilisations incorporelles sont comptabilisées en « dotations aux amortissements sur immobilisations ».

4.8 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition initial diminué du cumul des amortissements.

Tous les biens corporels sont amortis sur la base de leur durée d'utilité en mode linéaire et comme ci-dessous suivant leur nature :

Immobilisations	Durée d'amortissement
Constructions	10 à 25 ans
Matériel industriel & installations techniques	5 à 15 ans
Installations, agencements et aménagements divers	10 à 15 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 10 ans
Mobilier	10 ans

Dans le compte de résultat, les charges d'amortissement des immobilisations corporelles sont comptabilisées en « dotations aux amortissements sur immobilisations ».

4.9 Bien acquis par un crédit-bail

Les biens financés par un contrat de crédit-bail, qui transfère au Groupe les risques et avantages liés à la propriété, ou dont la valeur actualisée des loyers est environ égale à la valeur à neuf du bien, sont comptabilisés dans les immobilisations avec en contrepartie, l'inscription d'une dette financière.

Ils sont amortis sur la durée de vie du bien lorsque le contrat est assorti d'une option d'achat ou sur la durée résiduelle du contrat. La dotation aux amortissements correspondante est comprise dans les charges d'amortissement.

4.10 Dépréciation des actifs immobilisés

A chaque clôture, le Groupe examine si un indice de perte de valeur existe sur ses actifs immobilisés. En cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué de manière à vérifier que la valeur nette comptable n'est pas supérieure à la valeur actuelle.

La valeur actuelle est la plus haute de la valeur vénale et de la valeur d'usage. La valeur vénale correspond au montant, net des coûts de sortie, qui pourrait être obtenu, à la date de la clôture, de la vente de l'actif, lors d'une transaction conclue à des conditions normales de marché. La valeur d'usage est déterminée en fonction des flux nets de trésorerie attendus.

Si la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette comptable des actifs, une perte de valeur est comptabilisée afin de ramener cette dernière à sa valeur actuelle. La nouvelle valeur de l'actif est amortie prospectivement sur la durée de vie résiduelle de l'actif.

4.11 Immobilisations financières

Ce poste regroupe les titres de participation non consolidés, les dépôts et cautionnements versés et les prêts. Les titres de participation non consolidés sont enregistrés à leur coût d'acquisition (prix d'achat augmenté des frais d'acquisition) ou à leur valeur d'apport.

Lorsque leur valeur d'inventaire à la date de clôture est inférieure à la valeur comptabilisée, une provision pour dépréciation est constituée pour le montant de la différence. La valeur d'inventaire des titres est appréciée sur la base de critères tels que la quote-part de situation nette, l'évolution du chiffre d'affaires et la rentabilité durable.

Les prêts constitutifs de la participation de la société à l'effort construction sont inscrits au bilan pour leur valeur comptable.

4.12 Stocks et encours

Les stocks et en-cours de production sont valorisés de la manière suivante :

- la valeur brute des approvisionnements correspond au prix d'achat augmenté des frais accessoires d'achat à l'exception de toute valeur ajoutée ;
- les en-cours de production sont valorisés à leur coût de revient en fonction de l'état d'avancement des travaux ;
- le stock de consommables est valorisé selon la méthode du « prix unitaire moyen pondéré » ;
- le stock de produits finis est valorisé sur la base des coûts de revient issus de la comptabilité analytique.

Une dépréciation des stocks est constatée lorsque la valeur nette de réalisation de ces stocks est inférieure à leur valeur nette comptable.

4.13 Créances

Les créances clients sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. Les créances identifiées comme douteuses font l'objet d'une dépréciation spécifique, déterminée au cas par cas, en fonction des garanties et des risques estimés.

4.14 Trésorerie active

La trésorerie brute inclut les disponibilités et équivalent de disponibilités ainsi que les valeurs mobilières de placement.

Les disponibilités et équivalents de disponibilités sont constitués par les liquidités immédiatement disponibles et par les placements à court terme, sans risque en capital, dont l'échéance est généralement inférieure ou égale à trois mois à leur date d'acquisition.

Les valeurs mobilières de placement sont constituées des actions propres détenues dans le cadre d'un contrat de liquidité.

4.15 Provisions pour risques et charges

Des provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation, légale ou implicite, vis-à-vis d'un tiers, résultant d'événements passés et dont il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente.

Une provision pour indemnités de départ à la retraite est comptabilisée conformément à la recommandation 2003-R01 du CNC.

4.16 Retraites et autres engagements vis-à-vis du personnel

Les engagements pour indemnités de fin de carrière sont déterminés selon les méthodes et hypothèses suivantes :

- a) hypothèse d'un âge moyen de départ à la retraite à l'âge de 64 ans ;
- b) indemnité de départ à la retraite, qui est fixée par comparaison entre l'indemnité conventionnelle et l'indemnité légale, l'indemnité retenue étant celle qui est la plus favorable des deux ;

- c) les charges sociales attachées sont provisionnées en fonction du pourcentage moyen annuel de charges sur salaires de 42,20 %
- d) le taux d'actualisation appliqué correspond à l'OAT TEC 20 ans, soit 3,56 % ;
- e) la table de mortalité utilisée est celle des années 2020-2022 de source INSEE avec distinction homme/femme ;
- f) le turn-over a été déterminé à partir d'un turn-over moyen par tranche d'âge de 4,04% pour l'EFS (3,78% en 2023); pour Diagast, le taux de turn-over calculé par catégorie socio-professionnelle et tranche d'âge est de 8,97%;
- g) les salaires ont été revalorisés selon un taux moyen annuel de 3,36 % pour l'EFS et 1,00% pour Diagast SAS.

Pour rappel, il a été décidé d'adopter pour l'EFS, au 31 décembre 2014, la recommandation ANC n°2014-02, permettant d'appliquer la méthode du corridor.

4.17 Passifs éventuels

Un passif éventuel est :

- Soit une obligation potentielle de l'entreprise à l'égard d'un tiers résultant d'événements dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance, ou non, d'un ou plusieurs événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ;
- Soit une obligation de l'entreprise à l'égard d'un tiers dont il n'est pas probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les passifs éventuels ne sont pas comptabilisés au bilan ; ils sont mentionnés en annexe.

4.18 Intéressement et plan d'épargne salariale

L'accord d'intéressement se concentre sur les objectifs stratégiques de l'Etablissement, en fixant trois critères d'allocation de l'intéressement :

- **l'efficience de l'EFS**, basée sur le rapport de l'excédent brut d'exploitation sur le chiffre d'affaires ;
- **l'autosuffisance de l'EFS**, basée sur le niveau des stocks en CGR (Concentrés de Globules Rouges) ;
- **la dimension « sécurité et qualité »** de l'activité, constitué par l'absence de la mise en demeure de l'ANSM (Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé) sur l'année considérée.

Un bonus d'intéressement est calculé en cas de progression du taux de fidélisation des donneurs d'une année sur l'autre. Aucun accord n'a été signé pour l'exercice 2024, le précédent étant caduc.

L'EFS a mis en place un Plan d'Épargne Entreprise (PEE) et un Plan d'Épargne Retraite Collectif (PERECO), externalisés auprès d'un organisme qui gère les fonds déposés.

4.19 Impôts sur les sociétés et impôts différés

Les impôts différés sont constatés dans le compte de résultat et au bilan selon la conception étendue pour tenir compte du décalage entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et passifs.

En application de la méthode du report variable, les impôts différés sont ajustés, chaque année, en fonction des changements des taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

Les actifs d'impôts différés sont pris en compte :

- à hauteur des passifs d'impôts différés arrivant à échéance dans la période au cours de laquelle ces actifs restent récupérables ;
- ou lorsqu'il est probable que l'entreprise pourra les récupérer grâce à l'existence d'un bénéfice imposable attendu dans le futur.

5 Notes sur le Bilan

5.1 Ecart d'acquisition

Ecart d'acquisition	Ouverture	Augmentation s	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Montant brut	1 661 344					1 661 344
Amortissement	1 661 344					1 661 344
Ecart d'acquisition nette						

L'écart d'acquisition concerne l'acquisition en 2014 de la société Abo-Diag qui a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine dans DIAGAST en 2016.

Le coût d'acquisition est constitué par :

- le prix de base de 3 M€ ;
- le montant des frais d'acquisition des titres ABO DIAG de 6 506 € correspondant aux dépenses nettes d'impôts directement liées à l'acquisition et engagés avant l'acquisition tels que notamment les frais de conseils (honoraires relatifs à des conseils de nature comptable, juridique, fiscale, en stratégie et études de marché, en environnement ou en ressources humaines) ainsi que les frais relatifs aux formalités légales et dépenses liées.

Calcul de l'écart d'acquisition

Compte tenu des éléments décrits ci-dessus le calcul de l'écart d'acquisition se présente comme suit :

Prix payé	3 000 000
Frais d'acquisition	6 506
Coût d'acquisition	3 006 506
Capitaux propres ABO DIAG 31/12/2013	1 017 960
Réévaluation des actifs incorporels	490 804
Impôt différé passif relatif à la réévaluation	- 163 601
Provision pour indemnité de départ en retraite	-
Total des actifs et passifs identifiables	1 345 163
Ecart d'acquisition	1 661 343
Amortissement annuel de l'écart d'acquisition	332 269

L'écart d'acquisition positif, correspondant à la prime payée par DIAGAST en contrepartie d'avantages procurés par la prise de contrôle, (élimination d'un concurrent, accès à un nouveau marché...), non attribuable directement à des éléments d'actif, sera amorti sur 5 ans. Cette durée reflète, selon la direction de la société, aussi raisonnablement que possible les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition.

En ce qui concerne le complément de prix Objectif Performance, celui-ci est directement lié à la capacité effective d'adapter la technologie aux différents besoins d'analyses en immuno-hématologie

(IH) dont la Recherche d'Anticorps Irréguliers (RAI). Les modalités d'évaluation de l'Objectif de Performance sont décrites dans le Protocole d'Evaluation qui figure en annexe du contrat de cession. Selon le contrat de cession, « les résultats de cette évaluation devront être disponibles dans un délai maximum de douze mois à compter de la date de réalisation », soit le 13 mars 2015.

Allocation du prix d'acquisition : actifs et passifs identifiables

Il a été convenu que l'intégration d'ABO-DIAG dans le périmètre de consolidation serait réalisée sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2013 et certifiés par le commissaire aux comptes.

Les comptes arrêtés au 31 décembre 2013 présentaient un total de capitaux propres égal à 1.017.960€.

On rappelle que le rapport du cabinet LAVOIX a été présenté lors de la réunion du 7 janvier 2015 et repose sur une moyenne arithmétique de quatre méthodes d'évaluation :

- estimation par la méthode des coûts ;
- estimation par la méthode des bénéfices ;
- estimation par la méthode du coefficient technique ;
- estimation par la méthode des redevances.

Elle s'élève à 635 K€ pour la première famille de brevets et à 975 K€ pour la seconde famille.

Cette évaluation, dont le montant total s'élève donc à 1.610 K€, constitue la totalité de l'actif incorporel identifiable. Compte tenu des actifs incorporels comptabilisés dans les comptes sociaux, le poste « concessions, brevets et droits similaires » doit être réévalué à hauteur de 1.610.000 – 1.119.196 soit 490.804 €.

La première famille de brevets dont la protection court jusqu'en 2028 sera amortie sur 14 ans et la seconde famille dont la protection va jusqu'en 2033 sera amortie sur 19 ans.

Compte tenu des éléments décrits ci-dessus le calcul de l'amortissement de l'écart d'évaluation se présente comme suit :

	Valeur initiale	Durée d'Amortissement	Valeur réévaluée	Ecart de réévaluation	Amortissement annuel de l'écart de réévaluation
Evaluation de la 1ère famille de brevets		14 ans	635 000		13 827
Evaluation de la 2ème famille de brevets		19 ans	975 000		15 643
Total	1 119 196		1 610 000	490 804	29 470

5.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

La variation des immobilisations incorporelles se présente comme suit :

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Reclassements	Clôture
Frais de développement	5 417 756	72 450				5 490 206
Concessions, brevets et droits similaires	94 533 752	4 455 490	142 396		921 996	99 768 842
Fonds commercial	1 942 814					1 942 814
Autres immobilisations incorporelles	296 311					296 311
Immobilisations incorporelles en cours	3 530 847	2 067 318			-921 996	4 676 169
Avances, acomptes sur immo. incorporelles		11 343				11 343
Immobilisations Incorporelles brutes	105 721 480	6 606 601	142 396			112 185 685

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Reclassements	Clôture
Frais de développement	5 409 039	11 975				5 421 014
Concessions, brevets et droits similaires	84 794 002	5 291 800	91 496			89 994 306
Fonds commercial	1 549 814	130 040				1 679 854
Autres immobilisations incorporelles	291 928	4 383				296 311
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Amortissements et provisions	92 044 783	5 438 198	91 496			97 391 485

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Reclassements	Clôture
Frais de développement	8 717	60 475				69 192
Concessions, brevets et droits similaires	9 739 750	-836 310	50 900		921 996	9 774 536
Fonds commercial	393 000	-130 040				262 960
Autres immobilisations incorporelles	4 383	-4 383				
Immobilisations incorporelles en cours	3 530 847	2 067 318			-921 996	4 676 169
Avances, acomptes sur immo. incorporelles		11 343				11 343
Valeurs nettes	13 676 697	1 168 403	50 900			14 794 200

La variation des immobilisations corporelles est ci-dessous :

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Reclassements	Clôture
Terrains	15 009 939	52 722				15 062 661
Constructions	452 805 125	4 614 148	656 849		10 577 329	467 339 753
Installations techniques, matériel, outillage	281 067 214	18 887 645	7 297 585		3 081 606	295 738 880
Autres immobilisations corporelles	78 789 286	3 268 926	775 051		3 817 113	85 100 274
Immobilisations en cours	22 850 215	13 279 042			-17 291 656	18 837 601
Avances et acomptes	184 392	201 669			-184 392	201 669
Valeurs brutes	850 706 171	40 304 152	8 729 485			882 280 838

Amortissements et provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Reclassements	Clôture
Terrains	2 348 925	255 927				2 604 852
Constructions	316 658 338	18 400 729	405 707			334 653 360
Installations techniques, matériel, outillage	201 280 936	16 873 803	6 877 167			211 277 572
Autres immobilisations corporelles	65 293 915	6 461 325	770 308			70 984 932
Immobilisations en cours	112 858		92 999			19 859
Avances et acomptes						
Amortissements et provisions	585 694 972	41 991 784	8 146 181			619 540 575

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Reclassements	Clôture
Terrains	12 661 014	-203 205				12 457 809
Constructions	136 146 787	-13 786 581	251 142		10 577 329	132 686 393
Installations techniques, matériel, outillage	79 786 278	2 013 842	420 418		3 081 606	84 461 308
Autres immobilisations corporelles	13 495 371	-3 192 399	4 743		3 817 113	14 115 342
Immobilisations en cours	22 737 357	13 279 042	-92 999		-17 291 656	18 817 742
Avances et acomptes	184 392	201 669			-184 392	201 669
Valeurs nettes	265 011 199	-1 687 632	583 304			262 740 263

- Le montant des acquisitions de l'exercice s'élève à 41,99 M€ (37,54 M€ en 2022).
- Les immobilisations de valeur significative ont fait l'objet d'un enregistrement par composants et les durées d'amortissement sont adaptées afin de correspondre aux durées réelles d'utilisation des biens.
- Les contrats de location-financement ont été retraités conformément à la méthode prévue par l'Instruction BOFIP-GCP-24-0013, c'est à dire que l'immobilisation que le Groupe prend au titre d'un contrat de location-financement est comptabilisée dans l'actif immobilisé à sa juste valeur, avec inscription en contrepartie d'une dette financière.
Cet actif immobilisé est ensuite amorti selon les règles régissant l'amortissement des immobilisations, la dette est amortie selon l'échéancier déterminé à la mise en place du contrat et elle est calculée sur la base d'un taux d'intérêt effectif annuel constant sur le solde restant dû au passif au titre de chaque période.
Les immobilisations retraitées au titre des contrats de location-financement s'élèvent à 1,50 M€ en valeur nette comptable (3,21 M€ en 2023).
- Le fonds de commerce de Diagast SAS est provisionné à 100 % de sa valeur brute, soit 0,91 M€.
- L'incertitude quant au renouvellement de plusieurs droits d'occupation a conduit l'EFS à comptabiliser une provision pour dépréciation des agencements des constructions sur sol d'autrui pour 1,32 M€ en 2024 contre 1,15 M€ en 2023.

5.3 Immobilisations financières

La variation des immobilisations financières est ci-après :

Valeurs brutes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations		20 000				20 000
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés	36 027					36 027
Prêts	23 687 553	870 580				24 558 133
Autres immobilisations financières	1 749 865	237 579	7 924			1 979 520
Titres mis en équivalence						
Valeurs brutes	25 473 445	1 128 159	7 924			26 593 680

Provisions	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations						
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	4 393		189			4 204
Titres mis en équivalence						
Provisions	4 393		189			4 204

Valeurs nettes	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Variations de périmètre	Autres mouvements	Clôture
Titres de participations		20 000				20 000
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés	36 027					36 027
Prêts	23 687 553	870 580				24 558 133
Autres immobilisations financières	1 745 472	237 579	7 735			1 975 316
Titres mis en équivalence						
Valeurs nettes	25 469 052	1 128 159	7 735			26 589 476

Les immobilisations financières représentent 26,59 M€ (25,47 M€ au 31 décembre 2023) regroupant les prêts et autres immobilisations financières :

- les prêts, d'un montant net de 24,56 M€ (23,69 M€ en 2023), correspondent pour l'essentiel, à des prêts consentis, au titre de l'effort de construction, à des organismes collecteurs ;
- les autres immobilisations financières correspondent à des dépôts et cautionnements versés, dont le montant net s'élève à 1,98 M€ contre 1,75 M€ en 2023.

5.4 Stocks et en-cours

Les stocks et en-cours sont évalués au coût de revient réel de production ou au coût unitaire moyen pondéré lorsqu'ils sont achetés à l'extérieur.

Les profits sur les stocks acquis auprès des sociétés du Groupe ont été éliminés. Les stocks du Groupe, pour leur valeur brute au 31 décembre 2024, se décomposent de la manière suivante :

Valeurs brutes	31/12/2024	31/12/2023
Matières premières, approvisionnements	44 741 807	43 203 970
En-cours de production de biens	13 017 052	14 068 423
Produits intermédiaires et finis	102 783 539	95 409 322
Marchandises	1 313 388	2 834 345
Valeurs brutes	161 855 786	155 516 060

Provisions	31/12/2024	31/12/2023
Matières premières, approvisionnements	527 990	660 610
En-cours de production de biens	4 995 822	4 897 626
Produits intermédiaires et finis	69 024 304	66 017 551
Marchandises	1 898	21 838
Provisions	74 550 014	71 597 625

Valeurs nettes	31/12/2024	31/12/2023
Matières premières, approvisionnements	44 213 817	42 543 360
En-cours de production de biens	8 021 230	9 170 797
Produits intermédiaires et finis	33 759 235	29 391 771
Marchandises	1 311 490	2 812 507
Valeurs nettes	87 305 772	83 918 435

Les valeurs inscrites à l'actif sont constituées majoritairement des stocks de l'EFS.

Les valeurs brutes des stocks :

- Le stock final net des consommables de l'EFS s'élève à 38,5 M€ contre 35,5 M€ en 2023 ;
- Le stock final net des encours de production de l'EFS s'élève à 5,0 M€ contre 6,7 M€ en 2023 ;
- Le stock net des produits intermédiaires et finis de l'EFS est en augmentation, à 31,8 M€ contre 27,5 M€ en 2023 ;
- Le stock de sang placentaire de l'EFS : le stock brut de sang placentaire atteint 67,4 M€ contre 66,5 M€ en 2023 ;
- Le stock net de sang placentaire de l'EFS est de 0 M€ (totalement déprécié) comme en 2023 ;
- Le stock des marchandises de l'EFS est de 0,5 M€ contre 0,6 M€ en 2023.

Les dépréciations des stocks :

- La dépréciation du stock de consommables de l'EFS a donné lieu à la constitution de provisions à hauteur de 0,5 M€ contre 0,5 M€ en 2023
- La dépréciation du stock des encours de l'EFS est de 4,9 M€ en 2024 comparé à 4,8 M€ en 2023
- La dépréciation du stock de produits finis a conduit à la constitution de provisions à hauteur de 69,0 M€ contre 65,9 M€ en 2023, dont une provision pour dépréciation du stock de sang placentaire (produits finis) pour 64,0 M€ contre 63,5 M€ en 2023
- Le taux de provisionnement global du stock de sang placentaire est de 100%, comme au 31/12/2023

5.5 Créances clients et autres créances

Valeurs brutes	31/12/2024	31/12/2023
Créances clients et comptes rattachés	222 965 388	206 112 513
Actifs d'impôts différés	651 884	565 916
Autres créances	35 736 130	38 060 806
Valeurs brutes	259 353 402	244 739 235
Provisions	31/12/2024	31/12/2023
Créances clients et comptes rattachés	1 676 422	2 161 675
Actifs d'impôts différés		
Autres créances	5 594 714	5 590 691
Provisions	7 271 136	7 752 366
Valeurs nettes	31/12/2024	31/12/2023
Créances clients et comptes rattachés	221 288 966	203 950 838
Actifs d'impôts différés	651 884	565 916
Autres créances	30 141 416	32 470 115
Valeurs nettes	252 082 266	236 986 869

Les créances clients sont comptabilisées sous déduction éventuelle des provisions constituées pour des créances dont le recouvrement apparaît incertain à hauteur du montant du risque financier évalué. Les créances clients s'élèvent au 31 décembre 2024, en valeur nette à 221,29 M€ (203,95 M€ en 2023). Les autres créances représentent 30,14 M€ (32,47 M€ en 2023).

5.6 Trésorerie

Ce poste comprend les comptes courants de banques et des actifs financiers de gestion de trésorerie à court terme (moins d'un an). Mobilisables et cessibles à tout moment, ils sont valorisés à leur valeur d'acquisition, les variations de valeur étant comptabilisées en résultat lors de leur cession.

5.7 Provisions pour risques et charges

Les provisions sont comptabilisées lorsque, à la clôture de l'exercice, le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers résultant d'un fait générateur passé et dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue.

La variation des provisions se présente comme suit :

En Euros	Ouverture	Dotations	Reprises	Reclassement	Autres variations	Clôture
Provisions pour risques	29 128 422	12 889 373	10 774 373			31 243 422
Provisions pour charges	128 548 279	54 671 502	53 496 544			129 723 237
Passifs d'impôts différés						
Provisions pour risques et charges	157 676 701	67 560 875	64 270 917	0	0	160 966 659

Provisions pour autres risques

Les provisions pour risques d'un montant total de 31,24 M€ au 31 décembre 2024 (29,13 M€ au 31 décembre 2023) concernent essentiellement la provision pour litiges, la provision pour contentieux Tiers Payeurs (EFS) d'un montant de 2,6 M€ contre 3,2 M€ en 2023 et la provision pour Pôle Emploi de l'EFS. Celle-ci s'établit à 12,6 M€ contre 12,8 M€ en 2023.

Provisions pour charges

Les provisions pour charges d'un montant de 129,72 M€ au 31 décembre 2024 concernent essentiellement les provisions pour indemnités de fin de carrière pour 69,62 M€ (67,30 M€ au 31/12/2023), la provision pour régularisation de la TVA sur les immobilisations pour 9,3 M€ (10,7 M€ au 31/12/2023 - Cf. § 2.5.4), et les comptes épargne temps (CET) des salariés pour 47,7 M€ (45,7 M€ au 31/12/2023).

5.8 Emprunts et dettes financières

Tous les emprunts et dettes financières sont souscrits en euros.

Variation des emprunts et dettes financières :

En euros	Ouverture	Augmentations	Diminutions	Reclassements	Clôture
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	21 241 635	20 145 004	2 206 659		39 179 980
Emprunts et dettes financières divers	101 155	167	21 395	80 996	160 923
Emprunt en crédit-bail	2 503 235		1 049 902		1 453 333
Total	23 846 025	20 145 171	3 277 956	80 996	40 794 236

Nature et échéance des emprunts et dettes financières :

En euros	31/12/2024	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit	39 179 980	4 326 665	22 159 526	12 693 789
Emprunts et dettes financières divers	160 923	9 928	70 000	80 996
Dettes de crédit-bail	1 453 333	872 845	580 488	
Total	40 794 236	5 209 438	22 810 014	12 774 785

5.9 Autres passifs à court terme

En euros	31/12/2023	31/12/2024	Moins de 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	114 470 054	107 759 473	107 070 065	666 819	22 589
Dettes fiscales et sociales	47 867 883	48 950 033	46 731 101	1 700 475	518 457
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	18 970 184	19 677 135	18 802 251	57 677	817 207
Autres dettes	1 227 945	3 704 673	3 439 907	264 636	130
Comptes de régularisation	15 677 985	12 415 962	10 482 042	1 933 920	
Total	198 214 051	192 507 276	186 525 366	4 623 527	1 358 383

Il s'agit des dettes d'exploitation évaluées à leur valeur nominale étant donné leur caractère à court terme. Les dettes sur les achats de biens et de services s'élèvent à 104,76 M€ (114,47 M€ en 2023). Les dettes sur les achats d'immobilisations s'élèvent à 19,68 M€ contre 18,97 M€ en 2023.

6 NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

6.1 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 931,14 M€ (928,08 M€ en 2023) dont 887,29 M€ pour l'EFS et 43,85 M€ pour Diagast et sa filiale. Le chiffre d'affaires interne réalisé entre l'EFS, Diagast et ses filiales a été éliminé pour 8,01 M€ (8,93 M€ en 2023).

Le chiffre d'affaires externe réalisé se décompose comme suit :

	En millions d'euros	
	31/12/2024	31/12/2023
<u>Par marché géographique :</u>		
- France	889,87	883,26
- Export	41,27	44,82
	<u>931,14</u>	<u>928,08</u>
<u>Par type d'activités :</u>		
- Ventes de biens	744,45	744,15
- Prestations de services	186,69	183,93
	<u>931,14</u>	<u>928,08</u>

6.2 Autres produits d'exploitation

Autres produits d'exploitation (€)	31/12/2024	31/12/2023
Production stockée	6 322 847	3 616 678
Production immobilisée	4 155 990	1 797 521
Cessions d'immobilisations	104 226	5 380 731
Autres	5 810 512	8 747 004
Total	16 393 575	19 541 934

6.3 Reprises sur dépréciations et provisions et transferts de charges

Reprises sur dépréciations et provisions et transferts de charges (€)	31/12/2024	31/12/2023
Reprises sur dépréciations des immobilisations	92 999	427 208
Reprises sur dépréciations des stocks	71 554 257	71 286 451
Reprises sur dépréciations des créances courantes	804 928	7 150 024
Reprises sur provisions pour risques et charges	64 270 784	72 694 664
Transferts de charges d'exploitation	2 510 000	2 039 517
Total	139 232 968	153 597 864

6.4 Charges de personnel

Charges de personnel (€)	31/12/2024	31/12/2023
Salaires et traitements	378 265 371	370 217 641
Charges sociales	137 427 029	132 168 046
Participation des salariés		53 566
Total	515 692 400	502 439 253

6.5 Autres charges d'exploitation

Autres charges d'exploitation (€)	31/12/2024	31/12/2023
Quote-part de perte supportée	304 792	189 796
Valeur nette comptable des immobilisations cédées	727 203	1 982 479
Autres	5 374 492	14 455 962
Total	6 406 487	16 628 237

6.6 Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions (€)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux amortissements des immobilisations	47 429 983	46 390 074
Dotations aux dépréciations des stocks	74 506 646	71 482 185
Dotations aux dépréciations des créances courantes	323 698	377 412
Dotations aux provisions pour risques et charges	65 580 142	68 722 215
Total	187 840 469	186 971 886

6.7 Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation s'élève à +9,12 M€ (-8,36 M€ en 2023).

Il tient compte des éléments suivants :

- l'élimination des achats et ventes internes au groupe (8,04 M€) ;
- l'annulation des redevances au titre des contrats de location-financement (1,08 M€) ;
- la comptabilisation des dotations aux amortissements des immobilisations prises au titre des contrats de location-financement (1,70 M€).

Le montant des transferts de charges d'exploitation qui s'élève à 2,51 M€ dont 2,48 M€ pour l'EFS.

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes au titre du contrôle légal des comptes s'élève pour l'exercice à 0,265 M€ pour l'EFS, 0,058 M€ pour DIAGAST.

6.8 Résultat financier

Résultat financier (€)	31/12/2024	31/12/2023
Charges d'intérêts	(564 541)	(248 114)
Pertes de change	(24 463)	(8 904)
Dotations aux provisions pour risques et charges	(1 980 734)	(801 482)
Produits d'intérêts	2 478 282	1 184 379
Gains de change	1 723	34 632
Reprises sur dépréciations d'immobilisations financières	189	
Reprises sur provisions pour risques et charges	136	80 819
Total	-89 408	241 330

Les produits d'intérêt correspondent aux facturations d'intérêts moratoires.

Les dotations aux provisions correspondent à la provision pour risque de non recouvrement des intérêts moratoires.

6.9 Impôts sur les bénéfices

Impôts sur les résultats (€)	31/12/2024	31/12/2023
Impôts différés	(85 970)	(387 402)
Impôt exigible	1 795 548	475 121
Crédits d'impôts	(3 405 651)	(2 579 449)
Total	-1 696 073	-2 491 730

Les impôts différés actifs figurant au bilan pour 0,65 M€ sont dus uniquement aux différences temporelles d'imposition de la société Diagast SAS.

Les impôts différés de l'EFS ne sont pas inscrits à l'actif du bilan consolidé du fait de l'appréciation jugée non suffisante des résultats bénéficiaires prévisionnels à moyen terme. Cette option est justifiée par le montant des reports déficitaires restant à imputer (84,91 M€) relativement aux différences temporaires d'imposition (appréciation du management de l'EFS sur les hypothèses d'imputation ultérieure de cette créance sur l'impôt exigible).

6.10 Résultat net consolidé

Le résultat net consolidé de l'exercice 2024 est un bénéfice de +10,73 M€ (contre une perte de -5,82 M€ en 2023), après comptabilisation du produit net d'impôt de +1,70 M€ (Cf. § 6.9)

7 AUTRES INFORMATIONS

7.1 Engagements hors bilan

- Les principaux engagements donnés sont les suivants :

En euros	31/12/2024
Engagements de retraite non comptabilisés en provisions	1 066 000
Promesse d'hypothèque immobilière	8 000 000
TOTAL	9 066 000

- Les principaux engagements reçus sont les suivants :

Nature	En millions d'euros	
	31/12/2024	31/12/2023
Lignes de trésorerie non utilisées - Découvert autorisé		20,00
Cautions bancaires sur marchés de travaux	1,30	1,53

7.2 Effectifs Groupe EFS

L'effectif du groupe au 31/12/2024 se répartit de la manière suivante :

Catégories de personnel	Effectif EFS	Effectif DIAGAST et IBERICA	Effectif total Groupe au 31/12/2024	Effectif total Groupe au 31/12/2023
Cadres	2 079	135	2 214	2 193
Agents de maîtrise et techniciens	6 108	86	6 194	6 097
Employés	445	38	483	474
TOTAL	8 632	259	8 891	8 764

Droits individuels à la formation :

Depuis le 1^{er} janvier 2015, le Compte Personnel de Formation (CPF) remplace le droit individuel à la formation.

7.3 Evénements postérieurs à la clôture :

Néant